



Ultramoderne détective

Loin des clichés, voici à quoi ressemble le métier de privé aujourd'hui. Une profession réglementée et dotée d'un code de déontologie depuis peu. Au revoir Sherlock et Magnum, bonjour aux agents de recherches privées.

Par Marc Fernandez / Photos Paolo Bevilacqua

Une petite boutique d'apparence toute simple, avec une devanture en verre située non loin de la place de la Nation, à Paris. Sur le pas de la porte, une jolie jeune femme, une cigarette dans une main, un smartphone dans l'autre. Sur la porte, en lettres blanches : "Enquêtes et filatures". Et un numéro de téléphone. Sur la vitrine, juste une adresse internet : www.bance-associes.fr. Nous sommes très loin du cliché du cabinet du détective privé situé dans une ruelle sombre de la capitale. Avec Élodie Bance, oubliez Nestor Burma. Son bureau, dans lequel elle vient d'emménager, est clair, parquet au sol, ordinateur dernier cri posé sur une table transparente, une grande photo de New York au mur, quelques dossiers de couleur posés çà et là, une petite armoire bleue, et l'indispensable broyeuse à papier. À 36 ans, cette mère d'un petit garçon exerce depuis maintenant sept ans ce métier

méconnu et objet de bien de lieux communs et de fantasmes.

"L'image qu'ont les gens de nous est fausse, explique-t-elle d'entrée de jeu. Elle se nourrit de la fiction, des films et des romans. Quand je dis que je suis détective, les gens trouvent cela excitant et me posent plein de questions, le plus souvent ils me demandent si j'ai une arme. Dès que je leur raconte la réalité, que je leur dis que nous faisons du terrain mais que la plupart du temps, mon job consiste à faire pas mal de recherches derrière un écran

et de l'administratif, ils n'écoutent plus. Ils restent dans cette image fictionnelle du privé." Il est vrai que le nom officiel, agent de recherches privées (ARP) n'a rien de très glamour. Alors, ARP, une profession comme une autre ? En tout cas, une profession qui a bien évolué ces dernières années. En 2003, la loi Sarkozy sur la sécurité, en donne cette définition légale : "Profession libérale qui consiste à recueillir, même sans faire état de sa qualité, ni révéler l'objet de sa mission, des informations ou renseignements destinés à des tiers en vue de la défense de leurs intérêts." Et ce n'est qu'en 2012 qu'elle se dote d'un code de déontologie. "Nous souhaitons nous faire appeler enquêteurs privés, mais il semble que le ministère de l'Intérieur était contre, précise Élodie Bance. Nous avons un statut de professionnel parajuridique, nous sommes des prestataires de services comme les autres. Nous ne sommes pas des auxiliaires de justice, mais de simples citoyens. La seule chose qui nous différencie, c'est le fait d'avoir le droit de ne pas révéler notre identité lorsque l'on travaille."

Calme, elle pèse chacun de ses mots. Si elle tourne sept fois sa langue dans sa bouche avant de parler, elle pose un regard lucide et parfois sévère sur sa profession. "Les gens s'imaginent que nous pouvons tout faire. Mais nous ne sommes ni des barbouzes ni des espions. Nous ne posons pas de micros chez les gens et nous ne les mettons pas sur écoute. Par contre, nous pouvons faire des filatures, dans un cadre bien défini." Avant de pouvoir exercer, il faut montrer patte blanche et obtenir un numéro d'agrément délivré au départ par la préfecture. Mais avec la création du Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) l'an dernier, c'est ce dernier qui s'est vu octroyer cette

PRIX

"Nos tarifs sont libres, comme dans toute profession libérale, explique Élodie Bance. Nous sommes rémunérés à l'heure ou au forfait, en fonction de la complexité du dossier."

Exemple de prix pour une filature : de 60 à 120 euros de l'heure.

"En droit, ce n'est pas le tout d'avoir raison, il faut aussi le prouver."

prérogative. Seulement voilà, les dossiers s'accumulent et prennent un retard conséquent. Du coup, impossible d'avoir des chiffres officiels. "On estime qu'il y a entre 750 et 950 agents de recherches privées agréémentés. Quand vous savez qu'il y a environ 40 000 avocats rien qu'en Île-de-France, vous voyez que nous ne sommes pas très nombreux." Le problème avec un délai de traitement aussi long est qu'il bloque l'arrivée de nouveaux agents, empêchés d'exercer pour ne pas tomber dans l'illégalité. Élodie Bance, elle, possède ce petit bout de papier obligatoire, alors que rien dans son parcours universitaire ne la prédestinait à cela. Une copie réduite est même posée sur un grand miroir qu'elle n'a pas encore eu le temps d'accrocher au mur. Après des études de lettres, et quelques petits boulots de secrétariat dans la presse et de nombreux stages, elle devient journaliste pigiste et passe de rédaction en rédaction, de support en support : journaux, magazines, télévisions, radios, elle en a fait beaucoup (Public Sénat, Sud Radio, France Bleue, Sud Radio, L'Express, Libé, I-Télé). Tout ça pendant cinq ans. Lassée de la précarité de sa situation, elle contacte alors deux détectives en se disant que les deux métiers avaient des points communs. "Je leur ai expliqué que je savais vérifier une information, et qu'il me semblait que je pouvais les aider." Une première expérience qui lui plaît, même si elle ne se doutait pas que ce métier était aussi très juridique. En 2006, l'un des deux privés lui propose d'ouvrir une agence. Elle accepte puis, après quelques péripéties, elle décide de se mettre à son compte deux ans plus tard. Entretemps, elle s'était inscrite à l'université d'Assas. Son but : la licence professionnelle pour devenir directeur d'enquêtes, option sécurité des biens et des personnes. Elle est l'une des diplômées de la première promotion de cette formation. Depuis, outre son activité, elle n'a de cesse de se mobiliser pour sa profession. Membre du conseil d'administration du Syndicat national des agents de recherches privés (SNARP), elle est aussi présidente de la commission paritaire nationale pour l'emploi des ARP. Son action s'inscrit dans une démarche qui vise à faire évoluer les pratiques, l'éthique et l'image des détectives.

"La profession avance à deux vitesses, affirme-t-elle. Il y a les anciens, souvent d'ex-policiers ou gendarmes. Et il y a les plus jeunes, issus de formations différentes, avec par exemple de plus en plus de diplômés en droit." Sans vouloir monter les uns contre les autres, elle a parfois du mal avec certaines pratiques qui semblent avoir encore cours. "Certains sont très bons sur le terrain en filoche, mais ils ne savent pas écrire un rapport de mission", dit-elle un peu exaspérée. Or, cette partie du travail est essentielle. "Notre rôle est l'administration de la preuve, en plus du recueil de témoignages. Nos rapports peuvent être présentés devant un tribunal, il faut donc qu'ils soient irréprochables. Car en droit, ce n'est pas le tout d'avoir raison, il faut aussi le prouver."

Illustration de sa pratique professionnelle : la traçabilité de la preuve. "Je peux montrer chaque étape de mon travail pour arriver à l'obtention de celle-ci. Je suis très à cheval là-dessus." Si les détectives traitent encore parfois d'affaires d'adultères, ils ont aussi beaucoup de dossiers économiques à gérer. Et ils font parfois face à des situations familiales compliquées, des abandons de domicile conjugal avec des enfants en bas âge par exemple. "Dans certains cas, le fait de venir voir un enquêteur privé peut être thérapeutique. Entamer une telle démarche est le début de leur reprise en main", affirme Élodie Bance, pour qui un bon détective doit avoir un côté un peu fouineur, comme le journaliste. "Il doit aussi savoir chercher et vérifier une information, avoir une vision d'ensemble du problème qui lui estposé et s'adapter à son interlocuteur." Pas forcément les traits de caractère des privés des films et des romans...

Elle multiplie les anecdotes et les affaires traitées pour convaincre sans jamais franchir la ligne, secret professionnel oblige. Elle n'en dévoile pas trop, ni sur ses dossiers ni sur ses pratiques. À part qu'elle utilise bien sûr les nouvelles technologies ("un smartphone suffit aujourd'hui pour faire de bonnes photos"), qu'elle travaille avec une vingtaine de collaborateurs, des femmes et des hommes, spécialistes de la filature à moto, à pied ou en voiture, des juristes, etc. Toute une équipe en somme, au service de l'enquête et de la vérité, dans l'ombre de la détective.



À LIRE
• Détectives privés : des agents très discrets de Jean-Emmanuel Derny, éd. L'Harmattan, 2012, 278 p.

